



Communiqué des syndicats CGT et SUD de l'Insee sur l'accident Lubrizol

Nos syndicats nationaux CGT et SUD ainsi que nos sections locales de Normandie affirmons notre solidarité avec les populations victimes de l'accident industriel de jeudi dernier et plus particulièrement à nos collègues de l'établissement de Rouen.

Heureusement cet accident n'a pas provoqué de décès, mais il rappelle la dangerosité des activités chimiques industrielles. C'est toute la population de Rouen et de ses environs qui est concernée et qui va pâtir des conséquences néfastes de cet accident sur leur santé et sur l'environnement. Nous dénonçons une politique de l'État qui depuis des années démantèle les services et les moyens de contrôle des installations classées dont SEVESO.

Aujourd'hui encore les odeurs d'hydrocarbure sont fortes à Rouen et personne n'est dans la certitude que l'air respiré est sain. Les déclarations de l'autorité préfectorale ne sont pas à ce jour de nature à rassurer. Nous dénonçons l'action et la communication de la Préfecture de la Seine Maritime qui dès le début de l'accident a retardé les mesures de sécurité et constamment minimisé les risques.

Concernant l'établissement de l'Insee à Rouen, nous dénonçons la désinvolture des directions locale et nationale qui n'ont pas pris les mesures immédiates et rapides de nature à mettre à l'abri les personnels. Aucune nécessité de service à l'Insee ne justifiait les tergiversations de la Direction à fermer l'établissement jeudi et à assurer la protection de l'ensemble des personnels, agent.e.s de bureaux ou enquêtrices. Le Directeur régional n'a même pas pris la peine de se déplacer à Rouen pour constater la situation et se mettre à l'écoute des personnels. Il a préféré minimiser les risques et rouvrir l'établissement vendredi matin, alors qu'il était évident dès la veille que le simple principe de précaution recommandait de fermer l'établissement. Cet entêtement à maintenir les personnels sur leur lieu de travail n'a pas laissé à chacun et chacune la possibilité de s'éloigner pour le week-end des zones contaminées. Résultat des courses des collègues ont été victimes de nausées et de maux de tête dont on ne sait toujours pas de quoi ils sont le symptôme à ce stade.

Depuis lors, à notre connaissance, la Direction n'a pas apporté les garanties quant à la qualité de l'air respiré dans l'établissement. Conformément à la demande formulée par les représentant.e.s du personnel au CHSCT 76, il est indispensable que la direction réalise rapidement des analyses d'air afin de garantir la santé et la sécurité des personnels sur place.

Par ailleurs nous demandons à la direction locale de fournir à toutes celles et ceux qui le demanderont les autorisations spéciales d'absence nécessaires pour les couvrir sur les journées des 26 et 27 septembre afin qu'aucun.e agent.e n'ait à prendre sur ses jours de congés pour avoir dû tout simplement se mettre en sécurité.

Les sections de Normandie et les syndicats nationaux CGT et SUD de l'Insee

Montrouge, le 2 octobre 2019